

Marches des fiertés 2024 soyons tou·te·s dans la rue pour les droits des personnes LGBTI+ et contre l'extrême-droite

LES LGBTI+PHOBIES NE S'ARRÊTENT PAS A LA PORTE DES MINISTERES SOCIAUX

En 2024, selon le baromètre L'Autre Cercle - IFOP, 28% des personnes LGBT+ déclarent avoir été victimes d'au moins une agression LGBTphobe au travail. 6 personnes sur 10 sont, aujourd'hui, visibles au travail (progression de +10% par rapport à 2018) mais 1 personne LGBT+ sur 2 (49 %) seulement est visible auprès de son supérieur hiérarchique. On voit là l'effet délétère des violences que subissent les personnes LGBT+ : 3 personnes LGBT+ sur 4 sont encore victimes d'agression aujourd'hui.

Au sein des ministères sociaux, la situation des personnes LGBTI au travail n'est guère meilleure, selon le dernier baromètre réalisé en 2022 ([Présentation PowerPoint \(social.gouv.fr\)](#)) :

10% des agent·es LGBTI+ ont subi une mise à l'écart au sein des ministères sociaux contre 8% pour les travailleur·ses des autres organisations enquêtées.

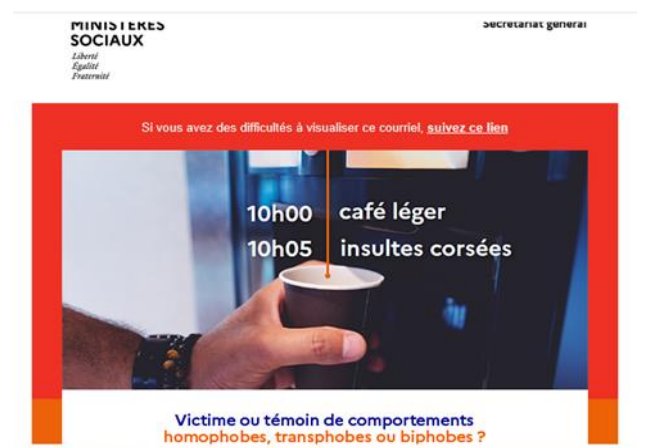
8% des agent·es LGBTI+ ont été victimes d'injures à caractère diffamatoire contre 7% pour les travailleur·ses des autres organisations enquêtées.

3% des agent·es LGBTI+ ont été victimes de violences physiques ou sexuelles et 6% des lesbiennes contre 2% pour le reste des travailleur·ses des autres organisations enquêtées.

19% des agent·es LGBTI+ ont subi des moqueries ou des propos désobligeants durant les dernières années ayant précédé l'enquête.

18% des personnes LGBTI+ disent avoir été victimes de mesures discriminatoires LGBTIphobes de la part de la direction au sein de nos ministères (déroulement de carrière, rémunération, recrutement, inégalités dans les missions confiées). C'est également plus que dans les autres organisations enquêtées.

Face à cela, les ministères sociaux continuent de multiplier les **plans de com' inefficaces**, n'hésitant pas encore cette année - malgré nos critiques émises lors du comité social d'administration ministériel l'an passé- à comparer les LGBTIphobies à un « café corsé » ...



L'EXTRÊME DROITE, UN DANGER MORTEL POUR LES PERSONNES LGBTI+

Ces dernières années, la droite et l'extrême-droite prennent notamment pour cible les organisations de défense des droits des femmes et des minorités de genre, à l'instar des attaques contre le Planning familial, contre les « wokistes », les personnes trans ou le prétendu « lobby LGBT », souvent avec le soutien ou dans l'inertie la plus complète du gouvernement. A cet égard, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a en novembre 2023 fait un bilan très critique de l'action du gouvernement en matière de lutte contre les discriminations : dispositifs uniquement incitatifs et sans résultats, répétition d'années en années des mêmes mesures...

Pourtant, les agressions comme les guet-apens homophobes se succèdent sans même attirer l'attention des médias depuis plusieurs années.



C'est dans ce contexte que les sénateurices LR ont récemment mis à l'agenda parlementaire une proposition de loi transphobe visant à interdire l'accès aux mineurs en transition aux traitements hormonaux et aux chirurgies, ce contre l'avis des associations spécialisées et des soignant·es habitué·es à ces publics, pour qui l'accompagnement est le meilleur remède contre un taux de suicide particulièrement élevé.

Avec près de 40% des voix, l'extrême-droite dans ses différentes composantes est la première force politique du pays à la suite des élections européennes. Le Président de la République porte une responsabilité écrasante dans cette situation. Il annonce maintenant une dissolution de l'Assemblée Nationale, et ouvre la possibilité d'un gouvernement du RN et de ses alliés.

L'extrême-droite est la pire ennemie des personnes LGBTI+. Si jamais elle parvenait à prendre le pouvoir, les personnes LGBTI+ seraient parmi les premières victimes de leurs politiques mortifères. Giorgia Meloni, en arrivant au pouvoir en Italie, s'est par exemple lancée dans une traque contre les familles homoparentales en ordonnant aux mairies de supprimer rétroactivement les noms des mères non-biologiques sur les certificats de naissance. Le RN et ses alliés français n'ont pas caché leur participation à la Manif pour Tous s'opposant à l'égalité des droits entre couples hétéros et homos, comme certains ministres actuellement en poste, d'ailleurs.

Les marches des fiertés pour les droits des personnes LGBTI+ qui ponctueront le mois de juin (dont celle de Paris, la veille du premier tour des législatives) prennent donc cette année une résonance toute particulière. Nous devons absolument y remplir les cortèges pour porter nos revendications, en faire un moment de mobilisation politique et rappeler que nos fiertés sont indissociables du mouvement social. **Au lien suivant, retrouvez la carte des mobilisations : [Pride 2024 ~ Pride \(gaypride.fr\)](https://www.gaypride.fr).**

La CGT revendique :

- des droits nouveaux pour les personnes LGBTI+, des mesures contraignantes pour les employeurs publics et privés et non des chartes privées d'effet : stop aux plans de com!
- pour les personnes trans, une transition dépsychiatisée, déjudiciarisée, libre et gratuite pour les personnes majeures et mineures en ouvrant la possibilité de changement de la mention légale de son sexe à l'état civil par autodétermination de son identité de genre, en ouvrant l'accès à la PMA aux personnes transgenres
- en attendant ces évolutions législatives, que l'Etat-employeur facilite le changement de l'état civil en interne à l'administration (badges, adresse courriel, annuaire...)
- l'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes
- des moyens massifs pour les services publics afin d'assurer l'accès réel à l'IVG, aux transitions et à la contraception
- le retour des CHSCT et la mise en place de réels moyens pour accompagner les victimes, diligenter des enquêtes ou des expertises et suivre la mise en œuvre des mesures de prévention,
- une véritable enquête, qualitative et quantitative, en matière de discriminations faites aux personnes LGBTI+ au sein du ministère du travail
- une campagne de sensibilisation aux LGBTI+phobies pensée par des associations spécialisées et de personnes concernées

